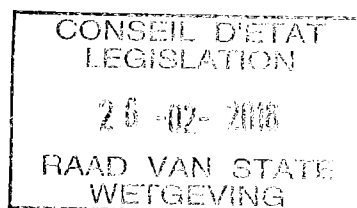


ROYAUME DE BELGIQUE



KONINKRIJK BELGIË

63032/4



PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A  
L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE  
BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE  
CONCERNANT L'AUTORISATION POUR LES  
MEMBRES DE LA FAMILLE À CHARGE DU  
PERSONNEL DES MISSIONS  
DIPLOMATIQUES ET DES POSTES  
CONSULAIRES D'EFFECTUER DES  
ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES, FAIT À  
BRUXELLES LE 20 AVRIL 2017.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE  
INSTEMMING MET DE OVEREENKOMST  
TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIË EN DE  
REPUBLIEK ARGENTINIË INZAKE HET  
VERRICHTEN VAN BETAALDE  
WERKZAAMHEDEN DOOR DE GEZINSLEDEN  
TEN LASTE VAN HET PERSONEEL VAN DE  
DIPLOMATIEKE ZENDINGEN EN  
CONSULAIRE POSTEN, GEDAAN TE BRUSSEL  
OP 20 APRIL 2017.

PHILIPPE,

FILIP,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir,  
Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,  
Onze Groet.

Sur la proposition du Ministre des Affaires  
étrangères, du Ministre de la Justice, de la Ministre  
des Affaires sociales et du Ministre des Finances,

Op de voordracht van de Minister van  
Buitenlandse Zaken, van de Minister van Justitie, van  
de Minister van Sociale Zaken en van de Minister van  
Financiën,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Le Ministre des Affaires étrangères, le  
Ministre de la Justice, la Ministre des Affaires  
sociales et le Ministre des Finances sont chargés de  
présenter, en Notre nom, à la Chambre des  
Représentants, le projet de loi dont la teneur suit :

De Minister van Buitenlandse Zaken, de  
Minister van Justitie, de Minister van Sociale Zaken  
en de Minister van Financiën zijn ermee belast het  
ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in  
Onze naam bij de Kamer van  
Volksvertegenwoordigers in te dienen :

ARTICLE 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à  
l'article 74 de la Constitution.

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als  
bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

ART. 2

L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République argentine concernant l'autorisation pour les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires d'effectuer des activités rémunérées, fait à Bruxelles le 20 avril 2017, sortira son plein et entier effet.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

ART. 2

De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Argentinië inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door de gezinsleden ten laste van het personeel van de diplomatieke zendingen en consulaire posten, gedaan te Brussel op 20 april 2017, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE:

De Minister van Buitenlandse Zaken,



Didier REYNDERS

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

Koen GEENS



La Ministre des Affaires sociales,

De Minister van Sociale Zaken,

Maggie DE BLOCK

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Johan VAN OVERTVELDT

## EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

### **Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République argentine concernant l'autorisation pour les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires d'effectuer des activités rémunérées, fait à Bruxelles le 20 avril 2017**

#### **EXPOSE DES MOTIFS**

##### Objet et contexte juridique :

L'objet du présent Accord soumis à l'approbation du Parlement, a pour objet de faciliter l'exercice d'une activité rémunérée (profession salariée ou indépendante) pour les membres de la famille à charge des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires argentins affectés en Belgique et, sur base de réciprocité, pour les membres du personnel des missions diplomatiques et postes consulaires belges en Argentine.

Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'Etat d'envoi dans l'Etat d'accueil ainsi que le statut des membres de leur famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963). La plupart des Etats, dont la Belgique et l'Argentine, sont parties à ces Conventions.

Ces Conventions prévoient un certain nombre de privilèges et d'immunités au bénéfice des membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi que des membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage (partenaire légal, conjoint(e) et enfants à charge).

Ces Conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'Etat d'accueil une activité rémunérée. Néanmoins, leur statut ainsi que les privilèges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession. Dans la plupart des Etats, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité.

Conscient de cette problématique, le Conseil de l'Europe, a adopté une recommandation sur un modèle d'accord bilatéral ayant pour objectif de permettre aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire l'exercice d'une activité rémunérée.

Dans le cadre de la politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, il a été décidé de proposer à un certain nombre de pays la négociation d'accords bilatéraux de réciprocité visant entre autres à permettre au partenaire d'agents diplomatiques et consulaires d'effectuer un travail rémunéré.

## EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

### Contenu de l'accord:

#### Préambule:

Le préambule expose la volonté des Parties de faciliter par cet Accord l'exercice d'activités rémunérées par les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires dans l'Etat d'accueil, tels que définis dans le champ d'application de l'Accord (article 2).

#### Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'Accord

L'Accord a pour objet d'autoriser sur base de réciprocité les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques, des postes consulaires et des représentations permanentes auprès d'une organisation internationale ayant son siège dans l'Etat accréditant, à exercer une activité rémunérée.

#### Article 2: Champ d'application de l'Accord

L'Accord, conclu sur base de réciprocité, bénéficie au partenaire légal, au partenaire légal, au conjoint(e) et aux enfants célibataires à charge âgés de moins de 18 ans des agents diplomatiques et consulaires ainsi qu'au partenaire légal ou au conjoint(e) de tout autre membre du personnel, affectés dans les missions diplomatiques ou les postes consulaires ou les représentations permanentes auprès des Organisations internationales de l'Etat d'envoi, à l'exclusion des ressortissants de l'Etat d'accueil et des résidents permanents sur son territoire.

Par « autres membres du personnel des missions diplomatiques et postes consulaires », on entend les membres du personnel administratif et technique et les membres du personnel de service de la mission, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques, ainsi que les employés consulaires et membres du personnel de service du poste consulaire, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Vienne sur les Relations consulaires.

#### Article 3: Conditions

Article 3 établit le principe qu'il n'y aura pas de restrictions concernant la nature ou le type d'activités rémunérées que les intéressés pourront exercer. En outre, il est important de mentionner que les règles en vigueur dans l'Etat d'accueil en ce qui concerne les conditions d'accès et les qualifications liées à la profession considérée doivent être remplies et respectées par le bénéficiaire.

Les autorités de l'Etat d'accueil doivent délivrer les autorisations d'exercer une activité rémunérée conformément, d'une part, à la réglementation en vigueur dans cet Etat et, d'autre part, aux dispositions du présent Accord.

## **EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT**

### **Article 4: Procédures**

Cet article établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité rémunérée. Les demandes doivent être introduites par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par la voie diplomatique.

L'article prévoit que les procédures soient suivies avec diligence de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité rémunérée dans les meilleurs délais.

### **Article 5: Privilèges et immunités en matière civile et administrative**

Cet article tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité rémunérée ne jouissent pas d'immunité de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument international applicable), pour les actes découlant de l'exercice de l'activité rémunérée et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil.

### **Article 6: Immunité en matière pénale**

Conformément à cet article, l'Etat d'envoi prend sérieusement en considération toute demande pour la renonciation à l'immunité de juridiction pénale dont jouissent les membres de la famille. Cette demande doit se rapporter aux actes ou omissions découlant de l'exercice de l'activité rémunérée.

La levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire en matière pénale doit faire l'objet d'une demande de levée spécifique adressée par l'Etat d'accueil à l'Etat d'envoi, ce dernier étant tenu de prendre sérieusement en considération ce type de requête.

### **Article 7: Régimes fiscal et de sécurité sociale**

L'article 7 prévoit que les régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil sont d'application pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de leurs activités rémunérées. Par "régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil", il convient d'entendre l'ensemble des dispositions fiscales ou sociales en vigueur dans ledit Etat, en ce compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux, existants ou futurs.

### **Article 8: Reconnaissance des titres, grades ou études**

L'accord n'implique pas la reconnaissance réciproque des titres, grades ou études entre les Etats.

### **Article 9: Fin de l'autorisation**

L'article prévoit que l'autorisation d'exercer une activité rémunérée dans l'Etat accréditaire expirera dans un délai de deux mois à compter de la date de la fin des fonctions du membre du personnel de l'Etat accréditaire. Cette situation ne produit pas d'effets juridiques qui l'autoriserait à obtenir un permis de travail ou un titre de séjour.

## EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

En outre, l'Accord contient les dispositions finales habituelles. L'article 10 prévoit que toute controverse sera résolu par des négociations par la voie diplomatique. L'article 11 traite de l'entrée en vigueur, de la durée et de la dénonciation de l'Accord.

### Nature de l'Accord sur le plan interne belge:

Après l'entrée en vigueur de la sixième réforme d'Etat, les Régions sont compétentes pour l'occupation des travailleurs étrangers. La régionalisation de la carte professionnelle pour les indépendants implique que cet accord soit devenu un traité mixte. Le transfert de certaines compétences concernant l'emploi de la Région wallonne vers la Communauté germanophone est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le caractère mixte (fédéral, Régions et la Communauté germanophone) a été établi par la « Conférence Interministérielle de Politique étrangère » sur avis du Groupe de travail traités mixtes du 1 décembre 2016.

L'Accord a été signé au nom du Royaume de Belgique par Monsieur Didier Reynders, le Ministre des Affaires étrangères, et, du côté argentin, par Madame Susana Malcorra, la Ministre des Affaires étrangères et de Culte.

\* \* \* \* \*

Le Ministre des Affaires étrangères,



Didier REYNDERS

**EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT**

Le Ministre de la Justice,

Koen GEENS

La Ministre des Affaires sociales,

Maggie DE BLOCK

Le Ministre des Finances,

Johan VAN OVERTVELDT

## EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

### **Ontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Argentinië inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door de gezinsleden ten laste van het personeel van de diplomatieke zendingen en consulaire posten, gedaan te Brussel op 20 april 2017**

#### **MEMORIE VAN TOELICHTING**

##### Doel en rechtskader:

Deze Overeenkomst die ter goedkeuring aan het Parlement wordt voorgelegd, heeft ten doel het verrichten van betaalde werkzaamheden (als loontrekkende of zelfstandige) door gezinsleden ten laste van de ambtenaren en andere personeelsleden van de Argentijnse diplomatieke zendingen en consulaire posten in België en, op grond van wederkerigheid, van de Belgische diplomatieke zendingen en consulaire posten in Argentinië te vergemakkelijken.

De status van het diplomatieke en consulaire personeel dat door de Zendstaat wordt aangesteld in de Ontvangende Staat alsmede de status van de gezinsleden worden geregeld door het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en inzake consulaire verkeer (1963). De meeste landen, waaronder België en Argentinië, zijn partij bij deze Verdragen.

Deze Verdragen voorzien in een aantal voorrechten en immuniteiten ten behoeve van de personeelsleden van de diplomatieke zendingen en consulaire posten alsmede van de gezinsleden die deel uitmaken van hun huishouden (wettelijke partner, echtgeno(o)te en kinderen ten laste).

Voornoemde Verdragen stellen ten aanzien van voornoemde personen geenszins dat het verboden is in de Ontvangende Staat betaalde werkzaamheden te verrichten. Wel is het zo dat hun status en de daaruit voortvloeiende voorrechten en immuniteiten in de praktijk onverenigbaar zijn met het uitoefenen van een beroep. In de meeste Staten is de toegang van buitenlanders tot bezoldigde arbeid trouwens beperkt.

In het besef hiervan hechtte de Raad van Europa zijn goedkeuring aan een Aanbeveling betreffende een model voor een bilaterale overeenkomst die ten doel heeft gezinsleden van een lid van een diplomatieke of consulaire zending de mogelijkheid te bieden betaalde werkzaamheden te verrichten.

In het kader van het gelijke-kansenbeleid voor mannen en vrouwen werd besloten aan een aantal landen bilaterale wederkerigheidsovereenkomsten ter onderhandeling voor te leggen teneinde onder andere de partner van diplomatieke en consulaire ambtenaren in de gelegenheid te stellen bezoldigde arbeid te verrichten.

## EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

### Inhoud van de Overeenkomst:

#### Preambule:

De preambule geeft uiting aan de wens van de Partijen om het verrichten van betaalde werkzaamheden door de gezinsleden ten laste van het personeel van diplomatieke zendingen en consulaire posten, zoals nader omschreven in het toepassingsgebied van de Overeenkomst (artikel 2), in de Ontvangende Staat te vergemakkelijken.

#### Artikel 1: Voorwerp van de Overeenkomst

De Overeenkomst heeft tot voorwerp op grond van wederkerigheid toestemming te verlenen aan de gezinsleden ten laste van het personeel van diplomatieke zendingen, consulaire posten en permanente vertegenwoordigingen bij een internationale organisatie met zetel in de Ontvangende Staat om er betaalde werkzaamheden uit te oefenen.

#### Artikel 2: Toepassingsgebied van de Overeenkomst

De Overeenkomst wordt op basis van wederkerigheid gesloten ten gunste van de wettelijke partner, de echtgeno(o)te en de ongehuwde kinderen ten laste jonger dan 18 jaar van diplomatieke en consulaire ambtenaren alsmede van de wettelijke partner of de echtgeno(o)t(e) van alle andere personeelsleden aangesteld bij de diplomatieke zendingen, consulaire posten en permanente vertegenwoordigingen bij internationale organisaties van de Zendstaat, met uitsluiting van de onderdanen van de Ontvangende Staat en de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.

Onder "andere personeelsleden van de diplomatieke zendingen of consulaire posten" dient te worden verstaan: de leden van het administratief en technisch personeel en het bedienend personeel van de zending zoals nader omschreven in artikel 1 van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer alsmede de consulaire bedienden en de leden van het bedienend personeel van de consulaire post zoals omschreven in artikel 1 van het Verdrag van Wenen inzake consulaire verkeer.

#### Artikel 3: Voorwaarden

Artikel 3 legt het beginsel vast dat er geen beperkingen zijn tot aard of het type van betaalde activiteiten die door de betrokkenen mogen verricht worden. Daarnaast is het belangrijk om te vermelden dat de in de Ontvangende Staat geldende voorschriften inzake de toegang tot het beroep en de kwalificaties verbonden aan de werkzaamheden moeten nageleefd en vervuld worden door de begunstigde.

De autoriteiten van de Ontvangende Staat moeten de toestemming verlenen om een betaalde werkzaamheden uit te oefenen overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde regelgeving en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.



## EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

### Artikel 4: Procedures

Dit artikel legt de beginselen vast inzake de procedure die moet worden gevolgd om toestemming te krijgen voor het verrichten van betaalde werkzaamheden. Verzoeken moeten via diplomatieke weg worden ingediend. Na het doorlopen van de procedure wordt de toestemming ook langs diplomatieke weg verstuurd.

Het artikel voorziet dat de procedures met de nodige spoed worden doorlopen zodat de begunstigde snel een betaalde activiteit kan uitoefenen.

### Artikel 5: Civiel- en administratiefrechtelijke voorrechten en immuniteiten

Dit artikel besteedt aandacht aan het feit dat de begunstigten van een toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten geen civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht waarin de Verdragen van Wenen van 1961 en 1963 (of enig ander toepasselijk internationaal verdrag) voorzien, genieten voor de handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangende Staat vallen.

### Artikel 6: Immuniteit ten aanzien van strafzaken

Overeenkomstig dit artikel neemt de Zendstaat een verzoek om afstand van de immuniteit van rechtsmacht in strafzaken die de gezinsleden genieten ernstig in overweging. Het verzoek tot afstand moet betrekking hebben op elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden.

De Ontvangende Staat moet voor het doen van afstand van de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van het vonnis in strafzaken een specifiek verzoek om opheffing van immuniteit aan de Ontvangende Staat richten, die soortgelijk verzoek ernstig in overweging neemt.

### Artikel 7: Belasting- en sociale zekerheidsstelsels

Dit artikel 7 voorziet dat de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat van toepassing zijn ten aanzien van alles wat verband houdt met het uitoefenen van hun betaalde werkzaamheden. Onder "belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat " dient men te verstaan het geheel van fiscale en sociale regels in werking in deze Staat, met inbegrip van de eventuele, bestaande of toekomstige, bilaterale of multilaterale overeenkomsten.

### Artikel 8: Erkenning van titels, graden of diploma's

De Overeenkomst impliceert niet de wederzijdse erkenning van titels, graden of diploma's tussen de Staten.

### Artikel 9: Einde van de toestemming

Het artikel stelt dat de toestemming om in de Ontvangende Staat te werken vervalt twee maanden nadat het personeelslid van de Zendstaat zijn functie beëindigd. Deze situatie creëert geen rechtsgevolgen voor het bekomen van een werk- of verblijfsvergunning.

## EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Daarnaast bevat de Overeenkomst nog de gebruikelijke slotbepalingen. Artikel 10 stelt dat elk geschil zal beslecht worden door onderhandelingen via diplomatieke weg. Artikel 11 betreft de inwerkingtreding, duur en beëindiging van de Overeenkomst.

### Aard van de Overeenkomst vanuit Belgisch (intern) oogpunt:

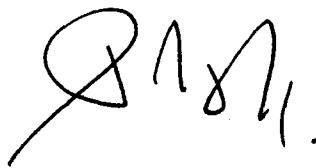
Na de inwerkingtreding van de Zesde Staatshervorming zijn de gewesten bevoegd voor de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten. De regionalisering van de beroepskaart voor zelfstandigen impliceert dat dit akkoord een gemengd verdrag is geworden. Op 1 januari 2016 trad de overheveling van bepaalde bevoegdheden met betrekking tot tewerkstelling van het Waalse Gewest naar de Duitstalige Gemeenschap in werking.

Het gemengd karakter (federaal, gewesten en de Duitstalige Gemeenschap) is vastgesteld door de Interministeriële Conferentie Buitenlands Beleid op advies van de Werkgroep gemengde verdragen van 1 december 2016.

Deze Overeenkomst werd ondertekend in naam van het Koninkrijk België door de heer Didier Reynders, Minister van Buitenlandse en Europese Zaken. Langs Argentijnse zijde ondertekende mevrouw Susana Malcorra, Minister van Buitenlandse Zaken en Eredienst.

\* \* \* \* \*

De Minister van Buitenlandse Zaken,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'DR' followed by a stylized flourish.

Didier REYNDERS

**EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE**

De Minister van Justitie,

Koen GEENS

De Minister van Sociale Zaken,

Maggie DE BLOCK

De Minister van Financiën,

Johan VAN OVERTVELDT

**ACCORD**

**ENTRE**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE**

**ET**

**LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE**

**CONCERNANT L'AUTORISATION POUR LES MEMBRES DE LA  
FAMILLE À CHARGE DU PERSONNEL DES MISSIONS  
DIPLOMATIQUES ET DES POSTES CONSULAIRES  
D'EFFECTUER DES ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES**

COPIE CH...  
MET...  
Bruxelles  
23 FEB. 2010

Service...  
Het Hoof...  
Generale...  
Buitend...

VERDRAGEN  
TRAKTATEN  
S...  
S...  
S...

**ACCORD  
ENTRE  
LE ROYAUME DE BELGIQUE  
ET  
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE  
CONCERNANT L'AUTORISATION POUR LES MEMBRES DE LA  
FAMILLE À CHARGE DU PERSONNEL DES MISSIONS  
DIPLOMATIQUES ET DES POSTES CONSULAIRES  
D'EFFECTUER DES ACTIVITES RÉMUNÉRÉES.**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE, REPRÉSENTÉ PAR**

Le Gouvernement fédéral,  
Le Gouvernement wallon,  
Le Gouvernement flamand,  
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et  
Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

**ET**

**LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE**

ci-après dénommées "les Parties",

**AVEC** la volonté de permettre le libre exercice d'activités rémunérées par les membres de la famille à charge du personnel des Missions Diplomatiques et des Postes Consulaires respectifs accrédité sur le territoire de l'autre Partie,

**ONT CONVENU CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1

Les membres de la famille à charge du personnel diplomatique, consulaire, administratif et technique et de service des Missions Diplomatiques et des Postes Consulaires de la République argentine accrédité auprès du Royaume de Belgique et du Royaume de Belgique accrédité auprès de la République argentine, sur la base d'un traitement réciproque, sont autorisés à effectuer des activités rémunérées dans l'Etat accréditaire conformément à la législation en vigueur dans cet Etat, après avoir obtenu l'autorisation prévue au présent Accord.

## ARTICLE 2

Aux fins du présent Accord, sont considérés comme membres de la famille à charge :

- a) Le partenaire légal, le conjoint et les enfants célibataires de moins de dix-huit ans à charge d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire de l'Etat accréditant affecté :

(i) auprès de l'Etat d'accueil, ou

(ii) auprès d'organisations internationales ayant un siège dans l'Etat accréditaire,

- b) Le partenaire légal et le conjoint d'un autre membre du personnel de la mission de l'Etat accréditant ou du personnel du poste consulaire du même Etat

tels que définis à l'article 1 des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) et consulaires (1963).

L'autorisation d'exercer une activité rémunérée ne s'étend pas aux ressortissants de l'Etat accréditaire, ni aux résidents permanents sur son territoire.

## ARTICLE 3

Il n'y aura pas de restriction concernant la nature ou le type d'activités rémunérées que les intéressés pourront exercer. Pour les professions ou les activités pour lesquelles des qualifications spéciales sont requises, le membre de la famille à charge devra revalider sa qualification et se conformer aux normes en vigueur dans l'Etat accréditaire concernant ces professions ou activités.

L'autorisation d'exercer une activité rémunérée est accordée par les autorités de l'Etat accréditaire conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans cet Etat et aux dispositions du présent Accord.

#### ARTICLE 4

1. Pour qu'un membre de la famille à charge puisse être autorisé à exercer une activité rémunérée sur le territoire de l'Etat accréditaire, l'Ambassade de l'Etat accréditant introduit une demande à la Direction nationale du Cérémonial du Ministère des Affaires Etrangères et du Culte de la République argentine ou à la Direction du Protocole du Service public fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique, selon le cas. Après vérification que la personne en question fait partie des catégories définies au présent Accord, l'Etat accréditaire informe l'Ambassade de l'Etat accréditant que le membre de la famille à charge est autorisé à exercer une activité rémunérée.
2. Les procédures suivies sont appliquées de manière telle que le bénéficiaire de l'autorisation puisse entreprendre une activité dans les meilleures délais. Toutes les dispositions régissant les permis de travail et autres formalités analogues sont appliquées dans un sens favorable.

#### ARTICLE 5

Les membres de la famille à charge qui exercent des activités rémunérées conformément au présent Accord et jouissent de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'Etat accréditaire en vertu de la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques signée le 18 avril 1961 et de la Convention de Vienne sur les Relations Consulaires signée le 24 avril 1963 ou de tout autre convention internationale applicable, ne jouissent pas de l'immunité de juridiction civile et administrative pour les actes découlant de l'exercice de l'activité rémunérée et sont assujettis à la juridiction civile ou administrative de l'Etat accréditaire. Par le présent Accord, l'Etat accréditant renonce irrévocablement à cette immunité.

#### ARTICLE 6

Dans le cas où le membre de la famille à charge exerçant une activité rémunérée conformément au présent Accord et jouissant de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'Etat accréditaire en vertu de la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques signée le 18 avril 1961 et de la Convention de Vienne sur les Relations Consulaires signée le 24 avril 1963 ou de tout autre convention internationale applicable, est accusé d'avoir commis un délit en relation avec son activité rémunérée, l'Etat accréditant prendra sérieusement en considération toute demande écrite que lui présentera l'Etat accréditaire pour la renonciation à cette immunité.

La renonciation à l'immunité de juridiction en matière pénale ne s'étendra pas à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire. Il sera donc nécessaire d'y renoncer spécifiquement. Dans ce cas, l'Etat accréditant prendra sérieusement en considération toute demande écrite que lui présentera l'Etat accréditaire pour la renonciation spécifique à cette immunité.

## **ARTICLE 7**

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité rémunérée sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

Les dispositions du premier alinéa du présent article n'affectent pas les conventions préventives de la double imposition ou relatives à la sécurité sociale qui ont été conclues antérieurement et elles n'empêchent pas la conclusion ultérieure de telles conventions.

## **ARTICLE 8**

Le présent Accord n'implique pas la reconnaissance de titres, grades ou études entre les deux Etats.

## **ARTICLE 9**

L'autorisation d'exercer une activité rémunérée dans l'Etat accréditaire expirera dans un délai maximum de deux mois à compter de la date du terme des fonctions du membre du personnel d'un Etat partie visé à l'article 1 du présent Accord accrédité dans l'autre Etat. La durée pendant laquelle le membre de la famille à charge sera dans cette situation ne produira aucun effet juridique qui l'autoriserait à demander des permis de travail et de résidence régis par les normes générales de l'Etat accréditaire.

## **ARTICLE 10**

Toute controverse entre les Parties relative à l'interprétation ou l'application du présent Accord sera résolue par des négociations et des consultations par la voie diplomatique.



## ARTICLE 11

Le présent Accord entrera en vigueur pour une durée illimitée le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification par laquelle les Parties s'informeront de l'accomplissement des formalités requises par leurs ordres juridiques respectifs pour l'entrée en vigueur des accords internationaux.

L'une ou l'autre des Parties pourra dénoncer le présent Accord via communication écrite envoyée à l'autre Partie par la voie diplomatique. Le présent Accord cessera de produire ses effets six mois après réception de ladite communication.

Cette dénonciation n'affectera pas la validité des autorisations déjà accordées, qui resteront valables pour toute la période pour laquelle elles auront été accordées conformément à l'Article 9.

FAIT à Bruxelles le 20 avril 2017, en deux exemplaires originaux en langues espagnole, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte français prévaudra.

### POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

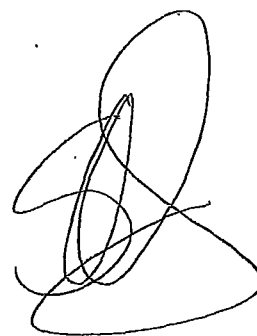
représenté par:

Le Gouvernement fédéral,  
Le Gouvernement wallon,  
Le Gouvernement flamand,  
Le Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale,  
Le Gouvernement de la Communauté  
Germanophone

### POUR LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:



**Didier REYNDEERS**  
Ministre des Affaires étrangères  
et européennes



**Susana MALCORRA**  
Ministre des Affaires étrangères  
et de Culte

**OVEREENKOMST**

**TUSSEN**

**HET KONINKRIJK BELGIË**

**EN**

**DE REPUBLIEK ARGENTINIË**

**INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN  
DOOR DE GEZINSLEDEN TEN LASTE VAN HET PERSONEEL  
VAN DE DIPLOMATIEKE ZENDINGEN EN CONSULAIRE POSTEN**

**OVEREENKOMST  
TUSSEN  
HET KONINKRIJK BELGIË  
EN  
DE REPUBLIEK ARGENTINIË  
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN  
DOOR DE GEZINSLEDEN TEN LASTE VAN HET PERSONEEL  
VAN DE DIPLOMATIEKE ZENDINGEN EN CONSULAIRE POSTEN.**

**HET KONINKRIJK BELGIË**, vertegenwoordigd door:

De Federale Regering,  
De Vlaamse Regering,  
De Waalse Regering,  
De Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest,  
De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

**EN**

**DE REPUBLIEK ARGENTINIË**,

hierna "de Partijen" genoemd,

**GELEID** door de wens het vrij verrichten van betaalde werkzaamheden door de gezinsleden ten laste van het personeel van de respectieye diplomatieke zendingen en consulaire posten op het grondgebied van de andere Partij mogelijk te maken,

**ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :**

## ARTIKEL 1

De gezinsleden ten laste van het diplomatiek, consulaire, administratief en technisch en bedienend personeel van de diplomatieke zendingen en de consulaire posten van de Republiek Argentinië dat in het Koninkrijk België is geaccrediteerd en van het Koninkrijk België dat in de Republiek Argentinië is geaccrediteerd mogen, op grond van wederkerigheid, betaalde werkzaamheden verrichten in de Ontvangende Staat overeenkomstig de geldende wetgeving in deze Staat en nadat daarvoor de toestemming werd verleend overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.

## ARTIKEL 2

Voor de toepassing van deze Overeenkomst worden beschouwd als gezinsleden ten laste :

- a) De wettelijke partner, de echtgeno(o)t(e) en de ongehuwde kinderen jonger dan achttien jaar van een diplomatiek of een consulaire ambtenaar van de Zendstaat die is aangesteld:
  - (i) bij de Ontvangende Staat, of
  - (ii) bij internationale organisaties die een zetel hebben in de Ontvangende Staat,
- b) De wettelijke partner en de echtgeno(o)t(e) van een ander personeelslid van de zending van de Zendstaat of van een ander personeelslid van de consulaire post van deze Staat

zoals bepaald in artikel 1 van de Verdragen van Wenen inzake Diplomatiek Verkeer (1961) en Consulaire Verkeer (1963).

De toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten geldt niet voor de ingezetenen van de Ontvangende Staat of de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.

## ARTIKEL 3

Er zijn geen beperkingen met betrekking tot de aard of het type van betaalde werkzaamheden die de betrokkenen mogen verrichten. Voor de beroepen of de activiteiten waarvoor bijzondere kwalificaties zijn vereist, moet het gezinslid dat ten laste is opnieuw het bewijs leveren van zijn kwalificatie en voldoen aan de normen inzake deze beroepen of activiteiten die van kracht zijn in de Ontvangende Staat.

De toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten wordt verleend door de autoriteiten van de Ontvangende Staat overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde wetgeving en voorschriften en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.

#### ARTIKEL 4

1. Opdat een gezinslid ten laste de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden op het grondgebied van de Ontvangende Staat zou kunnen krijgen, stuurt de Ambassade van de Zendstaat naar gelang van het geval een aanvraag naar de Nationale Directie Protocol van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Eredienst van de Republiek Argentinië, dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België. Na verificatie of de betreffende persoon tot de in deze Overeenkomst bepaalde categorieën behoort, stelt de Ontvangende Staat de Ambassade van de Zendstaat ervan in kennis dat het gezinslid ten laste een betaalde werkzaamheid mag verrichten.
2. De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de begunstigde van de toestemming zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten; alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.

#### ARTIKEL 5

Voor de gezinsleden ten laste die overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst betaalde werkzaamheden verrichten en civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht genieten in de Ontvangende Staat, overeenkomstig het Verdrag van Wenen inzake Diplomatiek Verkeer dat op 18 april 1961 werd ondertekend en het Verdrag van Wenen inzake Consulair Verkeer dat op 24 april 1963 werd ondertekend, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk of administratief recht van de Ontvangende Staat vallen. Door deze Overeenkomst doet de Zendstaat onherroepelijk afstand van deze immuniteit.

#### ARTIKEL 6

Ingeval het gezinslid ten laste dat overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst betaalde werkzaamheden verricht en immuniteit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangende Staat, overeenkomstig het Verdrag van Wenen inzake Diplomatiek Verkeer dat op 18 april 1961 werd ondertekend en het Verdrag van Wenen inzake Consulair Verkeer dat op 24 april 1963 werd ondertekend, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, wordt beschuldigd van een misdrijf in verband met zijn betaalde werkzaamheden, neemt de Zendstaat elk schriftelijk verzoek van de Ontvangende Staat om afstand te doen van deze immuniteit, ernstig in overweging.

Het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak. Het is dus nodig hier specifiek afstand van te doen. In dat geval neemt de Zendstaat elk schriftelijk verzoek van de Ontvangende Staat om specifiek van deze immuniteit afstand te doen, ernstig in overweging.

## **ARTIKEL 7**

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen zijn de begunstigten van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat.

Het bepaalde in de eerste alinea van dit artikel doet geen afbreuk aan de verdragen ter voorkoming van dubbele belasting of de verdragen inzake de sociale zekerheid die eerder werden gesloten en staat het sluiten van dergelijke verdragen in de toekomst niet in de weg.

## **ARTIKEL 8**

Deze Overeenkomst impliceert niet de wederzijdse erkenning van titels, graden of diploma's tussen de Staten.

## **ARTIKEL 9**

De toestemming om in de Ontvangende Staat betaalde werkzaamheden te verrichten vervalt na een termijn van maximaal twee maanden, te rekenen vanaf de datum waarop het personeelslid van een Staat die partij is bij de Overeenkomst zoals bedoeld in artikel 1 van deze Overeenkomst, dat is geaccrediteerd bij de andere Staat, zijn functie beëindigt. De duur van de periode waarin het gezinslid ten laste zich in deze situatie bevindt, heeft geen rechtsgevolgen waardoor de betrokkene een werkvergunning of een verblijfsvergunning kan aanvragen die onder de algemene voorschriften van de Ontvangende Staat valt.

## **ARTIKEL 10**

Elk geschil tussen de Partijen aangaande de interpretatie of toepassing van deze Overeenkomst wordt beslecht door onderhandelingen en overleg langs diplomatieke weg.

## ARTIKEL 11

Deze Overeenkomst treedt voor onbepaalde duur in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van ontvangst van de laatste kennisgeving waarin de Partijen elkaar op de hoogte brengen van de voltooiing van de formaliteiten die in hun respectieve rechtsstelsels vereist zijn voor de inwerkingtreding van internationale overeenkomsten.

Elke Partij kan deze Overeenkomst opzeggen door de andere Partij hiervan langs diplomatieke weg schriftelijk in kennis te stellen. In dat geval is deze Overeenkomst zes maanden na de datum van ontvangst van deze kennisgeving niet langer van kracht.

Deze opzegging heeft geen gevolgen voor de geldigheid van de reeds gegeven toestemmingen die derhalve geldig blijven gedurende de volledige periode waarvoor ze in overeenstemming met Artikel 9 werden toegekend.

**GEDAAN** te Brussel op 20 april 2017, in twee originele exemplaren, in de Spaanse, de Franse en de Nederlandse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in interpretatie is de Franse tekst doorslaggevend.

### VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

vertegenwoordigd door:

De Federale Regering,

De Vlaamse Regering,

De Waalse Regering,

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk

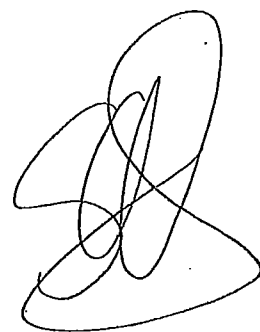
Gewest,

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

### VOOR DE REPUBLIEK ARGENTINIË:



**Didier REYNDERS**  
Minister van Buitenlandse Zaken  
en Europese Zaken



**Susana MALCORRA**  
Minister van Buitenlandse Zaken  
en Eredienst